

ENTRETIENS DE L'OFB

L'ANALYSE DU MONDE ÉMERGENT



Observatoire
Français des
BRICS

RUSSIE : L'ÉCONOMIE FACE À LA GUERRE ET AUX SANCTIONS

ENTRETIEN AVEC JULIEN VERGUEIL



MAI 2026



Observatoire
Français des
BRICS

L'Observatoire français des BRICS (OFB) est un think tank français ayant pour objet de proposer un espace de réflexion sur les grands pays émergents. Créé en 2024, l'OFB s'est donné pour mission d'éclairer le débat stratégique français et international sur la restructuration des relations internationales contemporaines.

Comment citer cette publication :

“Russie : l'économie face à la guerre et aux sanctions”, entretien avec Julien Verceuil, Observatoire français des BRICS, mai 2026.

L'économie russe sous pression : adaptation ou stagnation ?

Il y a à la fois adaptation et risque de stagnation. Depuis plusieurs mois, y compris en Russie, les économistes alertent sur plusieurs indicateurs de ralentissement de l'économie. Il y a des indicateurs négatifs au niveau de l'investissement, de la consommation, dans certains secteurs productifs qui sont en difficulté et qui licencient dans certains cas. En même temps, l'économie de la Russie s'adapte malgré tout.

En fait, l'adaptation de l'économie de la Russie a commencé dès les premières sanctions en 2014 et elle s'est accentuée à partir de février 2022.

Les premières sanctions ont ciblées le secteur financier. De plus, la guerre elle-même et l'incertitude qu'elle a fait peser sur l'économie de la région dans son ensemble, ont accéléré un certain nombre de phénomènes négatifs comme la fuite des capitaux hors de Russie, qui mettait en difficulté le secteur financier. Les autorités russes ont donc commencé à prendre des mesures visant à minimiser les conséquences négatives de ces chocs externes.



Julien Verceuil est économiste spécialiste de la Russie, de la transition et des pays émergents (BRICS). Il est maître de conférence à l'INALCO où il occupe les fonctions de vice-président délégué à la valorisation et à la responsabilité environnementale.

Ensuite, il y a une deuxième vague d'adaptation qui est moins centrée sur le système financier et concerne avant tout les secteurs industriel et commercial. Lorsque des sanctions ont porté sur des exportations occidentales de produits à double usage, ou de produits pouvant servir l'industrie de l'armement, on a observé des comportements d'adaptation des entreprises qui ont mis en place des canaux de contournement des sanctions, en passant par des pays tiers ou en utilisant des sociétés écrans situées à l'extérieur du territoire de la Russie et qui donnaient l'impression que les flux n'allaient pas en Russie.

Ces schémas de contournement des sanctions fonctionnent encore aujourd'hui et passent par l'Asie centrale, par le Caucase ou par d'autres pays intermédiaires. On est donc dans un système en phase d'adaptation permanente.

L'adaptation n'empêche pas le développement de difficultés économiques comme, par exemple, le fait que les entreprises commencent à se rendre compte que la demande ralentit, qu'elle n'est plus aussi dynamique. La rentabilité de nombreux secteurs chute, on a observé un renchérissement des conditions de crédit pour les entreprises qui se sont retrouvées en situation de renoncer à certains projets de développement et de modernisation. Dans un premier temps on a noté une très forte progression des commandes publiques mais cette progression s'est tassée, parce que les déficits publics ont commencé à s'aggraver à partir de 2024.



Les ménages également ont des perspectives de revenus qui sont moins positives qu'avant. Une partie d'entre eux se sont endettés et ont donc aussi des difficultés de remboursement des emprunts qu'ils ont contractés. La banque centrale est vigilante sur ces sujets. On observe donc une série de facteurs qui ralentissent l'activité économique du fait de problématiques internes à l'économie russes.

Donc on a des perspectives de croissance qui, en début d'année 2026, sont de 1% seulement, avec des secteurs qui sont en vraie difficulté, comme par exemple l'industrie du charbon avec des entreprises qui commencent à demander des aides de l'Etat pour maintenir le niveau d'emploi et des licenciements qui commencent à se faire jour. Dans ce contexte défavorable, l'augmentation de la pression fiscale visant à renflouer les caisses de l'Etat peut accentuer le ralentissement de l'économie.

Début 2026, l'augmentation de la TVA est entrée en vigueur. Cette augmentation, bien qu'elle ne porte pas sur les produits de première nécessité, qui sont taxés à taux réduit, a quand même un impact potentiel important sur l'inflation et sur la demande des ménages. Sur l'inflation, parce qu'elle renchérit un certain nombre de produits et donc s'ajoute à la hausse des prix que l'on observe depuis le début de la guerre, mais également sur la demande parce que beaucoup de budgets de ménage sont très contraints et l'augmentation d'un point de la TVA va jouer sur la demande des ménages. Cela peut donc avoir un effet procyclique, c'est-à-dire un effet qui contribue au ralentissement qui était déjà en cours avant l'entrée en vigueur de cette mesure.

Enfin, il y a la politique de taxation des PME. Le seuil à partir duquel les entreprises sont sujettes à un certain nombre de taxes a été abaissé, ce qui va toucher davantage les petites et moyennes entreprises. Cette mesure peut décourager l'entrepreneuriat, peut rendre l'expansion des entreprises plus difficile. Cette fois-ci, c'est l'offre qui sera touchée. On verra si c'est quelque chose qui a vraiment un impact fort sur les entreprises, mais en théorie cela peut contribuer à ralentir la création d'entreprises en Russie.

Quel est le rôle de la Chine dans la réorientation du commerce extérieur russe ?

C'est un rôle déterminant et dont on peut penser qu'il pourrait croître à l'avenir. En fait, la Chine a longtemps représenté un partenaire commercial important pour la Russie, mais pas majoritaire. C'était l'Union Européenne qui était le principal partenaire de la Russie, plus quelques pays proches de la Russie, comme l'Ukraine, qui était un très gros client notamment en matière de gaz. Et avec le temps, la Chine a commencé à prendre davantage d'ampleur dans le commerce extérieur russe.



Les premiers signes de croissance de la part de la Chine dans le commerce extérieur de la Russie, l'ont été au niveau des importations. C'est-à-dire que la Chine a commencé par être un fournisseur avant d'être un client de la Russie. **Le tournant a lieu en 2014-2015, au moment où les autorités russes ont signé un contrat d'approvisionnement de gaz avec la Chine qui a fortement augmenté le potentiel d'exportation de la Russie vers la Chine.** On a vu effectivement ces flux s'accroître à partir de 2015 jusqu'à aujourd'hui, notamment par la construction d'infrastructures comme le gazoduc Force de Sibérie et par l'utilisation à plein régime de l'oléoduc ESPO (Eastern Siberia to Pacific Ocean), dont une branche est dirigée vers la Chine.

La part de la Chine a fortement augmenté à partir du moment où les volumes d'exportation vers l'Union Européenne se sont réduits. Donc la Chine est devenue un partenaire qui représente environ 30% des exportations et 50% des importations russes. Le nouveau rôle qui est dévolu à la Chine est d'assurer des débouchés pour des productions qui ont perdu beaucoup de clients à l'international, en particulier les exportations de gaz.

De plus, la Chine assure la fourniture de machines et de composants qui ne sont plus fournis par l'Europe. Pékin est donc devenu un partenaire absolument central et stratégique. Jusqu'en 2025, un autre acteur très important a joué le rôle de client de substitution à l'Europe pour les exportations d'hydrocarbures de pétrole russe. Il s'agit de l'Inde. Mais les sanctions américaines sur des grandes compagnies pétrolières et gazières russes ont incité l'Inde à réduire partiellement ses achats massifs d'hydrocarbures russes. La guerre récente contre l'Iran change à nouveau la donne mais il est difficile de savoir pour combien de temps.

Les BRICS : levier économique ou simple façade diplomatique ?

C'est une bonne façon de poser la question, mais l'intérêt c'est de rentrer dans l'intervalle entre les deux. On doit regarder quels sont les avantages économiques que la Russie peut retirer des BRICS. Quels sont les avantages diplomatiques potentiels. On peut également se demander si les conséquences négatives de l'appartenance à ce groupe sont plus importantes que les avantages.

La réponse globale à cette question, c'est que les coûts de l'appartenance aux BRICS sont très faibles. Ainsi, même avec un avantage relativement limité, ça reste intéressant pour la Russie de faire partie des BRICS. **Ensuite, quels sont les leviers économiques pour la Russie ? Je pense qu'ils résident dans le fait de nouer des liens avec des pays avec lesquels elle avait très peu de relations économiques jusqu'à présent.** Même si ces liens sont ténus, même s'ils ne sont pas des liens économiques extrêmement puissants, ça reste intéressant pour la Russie d'avoir comme interlocuteur le Brésil, qui sinon n'aurait pratiquement aucun lien avec la Russie.

Je suis allé au Brésil il y a quelques années et j'ai présenté des thématiques liées à la Russie à mes collègues brésiliens. J'étais extrêmement étonné de voir à quel point ils ne savaient rien sur la Russie, ils ne s'intéressaient pas à la Russie. Donc le fait que les BRICS existent, cela met la Russie sur la carte pour le Brésil et donne la possibilité de mettre en place des relations économiques sur le plan agroalimentaire, sur le plan de la recherche et du développement, sur le plan de la coopération académique qui sont tout à fait bénéfiques et qui vont avoir des effets économiques modestes, mais qui existent et qui sont donc positifs. Et compte tenu des coûts de coordination, cela en vaut vraiment la peine.

Ensuite, les autres éléments économiques qui peuvent être retirés de la construction des BRICS, c'est de construire des institutions économiques qui puissent présenter un intérêt pour le groupe. **On voit qu'avec la banque des BRICS, on a une banque multilatérale de développement, fondée uniquement par les pays émergents et qui fonctionne. Cependant, depuis la mise en place des sanctions, elle ne peut plus prêter à la Russie sous peine de tomber elle-même sous le coup des sanctions.** Résultat, tous les projets qui concernaient la Russie ont été gelés.



"Informal meeting of the BRICS during the 2019 G20 Osaka summit" by Alan Santos

Ensuite, il y a un accord de mutualisation des réserves de change qui est aussi attaché aux BRICS et qui n'a jamais été activé, mais qui montre qu'il y a une forme de confiance qui peut exister entre les pays membres et qui permettrait de faire face à des chocs monétaires. Enfin il y a le dernier point qui est la grande question : **est-il possible de mettre en place des mécanismes de paiement mutualisés qui échappent au dollar et qui puissent incarner la coopération économique entre les membres ? La réponse est oui.** Il est possible de mettre en place ce type de mécanisme et je pense que ce sera l'un des premiers points à être réalisés sur le plan économique entre les pays des BRICS. La question est de savoir si ce sera un projet qui sera dominé par la Chine ou qui sera véritablement mutualisé, dans lequel la Russie pourra avoir une voix qui compte. Ce n'est pas encore réglé et il est possible que ce soit finalement essentiellement aux conditions de la Chine que ces questions seront traitées, ce qui n'est pas nécessairement complètement opposé aux intérêts russes, mais ce ne serait pas un projet dans lequel la Russie aurait la haute main.

Enfin, sur le plan diplomatique, là aussi le très gros avantage de rompre l'isolement de la Russie du fait de la guerre. Les pays occidentaux ont voulu montrer que la Russie était isolée. **Or, le fait d'appartenir aux BRICS et de pouvoir faire venir des dirigeants sur le territoire de la Russie, ou participer à des sommets internationaux, montre que le dirigeant russe n'est pas le paria que les occidentaux souhaiteraient qu'ils soit.** D'autres pays, tout en n'approuvant pas l'invasion de l'Ukraine et l'annexion de la Crimée, ne veulent pas s'aliéner complètement la Russie et donc continuent d'avoir des relations diplomatiques avec elle. Dans les deux cas, on voit que même si les gains sont modestes, même si l'attelage des BRICS est hétérogène et limité en termes de possibilités concrètes d'intégration économique, il y a malgré tout suffisamment de bénéfices sur le plan économique comme sur le plan diplomatique pour que la Russie continue à avoir intérêt à investir dans cette alliance.



Observatoire
Français des
BRICS

L'Observatoire français des BRICS (OFB) est un think tank français ayant pour objet de proposer un espace de réflexion sur les grands pays émergents. Depuis sa création en 2024, l'OFB s'est donné pour mission d'éclairer le débat stratégique français et international sur la restructuration des relations internationales contemporaines.

Il est possible d'adhérer à l'Observatoire afin de soutenir ses travaux et de participer à ses activités. Pour ce faire, veuillez remplir le formulaire de d'adhésion en scannant le QR code ci-dessous.

CONTACT

E-mail : contact@obsfrbrics.org

Site internet : www.obsfrbrics.org



[Formulaire d'adhésion](#)